

Référence complète :

GUIBERT Martine, GISCLARD Marie, DENOËL Marie, BAPTISTA G. Pedro, LÓPEZ GALVIS Andrés F., VILLÁGOMEZ V. Yanga, 2020, « Les notions de rural, de ruralité et de développement rural en contextes latino-américains », p. 47-56. In : POUZENC Michaël et CHARLERY Bernard (dir.), *Étudier les ruralités contemporaines*, Toulouse, PUM, 425 p., ISBN : 978-2-8107-0683-9, liens notice HAL pour le livre : [halshs-02528902](https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02528902)

VERSION AUTEUR

Les notions de rural, de ruralité et de développement rural en contextes latino-américains

Auteurs

- * Martine GUIBERT, professeure de géographie, UMR 5193 CNRS LISST/Dynamiques rurales, Université Toulouse 2 - Jean Jaurès
- * Marie GISCLARD, chargée de recherche INRA, chercheure associée à l'UMR 5193 CNRS LISST/Dynamiques rurales, Université Toulouse 2 - Jean Jaurès
- * Mathilde DENOËL, docteure, UMR 5193 CNRS LISST/CIEU et LISST/Dynamiques Rurales, Université Toulouse 2 - Jean Jaurès
- * Andrés Felipe LÓPEZ GALVIS, doctorant, UMR 5193 CNRS LISST /Dynamiques Rurales, Université Toulouse 2 - Jean Jaurès
- * Pedro BAPTISTA GUANIPA, doctorant, UMR 5193 CNRS LISST/Dynamiques Rurales, Université Toulouse 2 - Jean Jaurès
- * Yanga VILLAGÓMEZ VELÁZQUEZ, enseignant-chercheur, El Colegio de Michoacán A.C., Mexique

Résumé

En Amérique latine, les espaces ruraux, présentés comme assujettis aux villes qui concentrent pouvoirs et populations, sont des lieux d'articulation entre des réalités locales ténues et des processus de portée globale : intensification de la production agricole, présence d'entreprises étrangères, pressions sur les ressources naturelles, dégradations environnementales, moindre action de l'État, etc., Mais ils sont également le théâtre de résistances et d'alternatives à ces processus : revendications ethniques et territoriales, défense de l'environnement, gouvernance locale, innovations sociales et économiques, etc. Les milieux ruraux sont ainsi des espaces d'observation privilégiés pour comprendre les défis politiques, sociaux, environnementaux et économiques qui déterminent l'avenir de l'Amérique latine.

Introduction

Alors que l'Amérique latine se distingue par des taux élevés d'urbanisation, les sociétés et les espaces ruraux sont au cœur de forts enjeux en matière de gouvernance et de développement local, de production économique liée à l'exploitation de ressources

naturelles et de matières premières, ou encore de dilemmes environnementaux. Des entrées thématiques peuvent être privilégiées pour observer ces défis : rôle et place des producteurs familiaux dans les systèmes alimentaires nationaux face à la progression des agricultures industrialisées et exportatrices, reconnaissance des communautés indigènes, résistance à l'exploitation des ressources naturelles par des entreprises étrangères, etc. Tous ont pour toile de fond la question irrésolue de l'inégale répartition des terres, le manque d'infrastructures et de services, la perte de population avec le départ des jeunes. Ainsi, des dimensions telles que la lutte contre la pauvreté, la légitimité et la représentation politique des populations, l'appropriation et la gestion des ressources locales, sont quelques-unes des tensions fortes qui animent les milieux ruraux latino-américains. Elles les caractérisent tout en les engageant dans des évolutions plus universelles comme celles de la déprise démographique ou du développement du tourisme.

Cette réflexion, fondée sur des approches en géographie régionale et en sociologie, aborde les notions de rural, ruralité et développement rural, telles qu'elles s'expriment en Amérique latine, selon des modalités sensiblement différentes de celles observées en Europe, du fait en particulier de politiques publiques moins vigoureuses. Elle repose sur des travaux réguliers de terrain et elle s'inscrit dans la tradition d'études des espaces ruraux à l'Université Toulouse 2 - Jean Jaurès¹. L'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Mexique, l'Uruguay, le Venezuela sont ici plus spécifiquement évoqués. Si ces focalisations sont nourries par leur familiarité pour les auteurs, ils ne préjugent pas d'une représentativité exhaustive et improbable de l'ensemble de l'aire socio-culturelle latino-américaine.

Après l'exposé de définitions statistiques et de traits communs, nous posons quelques préalables quant à une spécificité possible du « rural » et de la « ruralité » pour les pays latino-américains. Nous présentons ensuite les modalités actuelles des activités productives, liées à l'exploitation des ressources naturelles. Nous expliquons enfin les pratiques et les attendus en matière de développement rural en Amérique latine. Très souvent, les politiques menées sont liées au développement de la production agricole ; elles sont peu attentives aux demandes et aux besoins, voire aux revendications des populations locales, en particulier par rapport à leurs territoires.

1. Entre lutte contre la pauvreté et nouvelles relations rural-urbain

1.1. Statistiquement parlant : « rural », vous avez dit « rural » ?

L'Amérique latine est une aire socio-culturelle où les grandes villes, les villes petites et moyennes, bourgs ruraux et autres *localidades* polarisent l'espace, du fait de la concentration en leur sein des pouvoirs, des services et des activités (commerces, loisirs). Cette organisation spatiale actuelle des États-nations est liée à leur histoire, les périodes préhispanique et coloniale ayant confié au *centro urbano*, le rôle de nœud organisationnel des échanges dans et entre les territoires².

Au cours du XX^e siècle, le processus d'urbanisation s'est accéléré du fait de tentatives d'industrialisation des économies. Lancées dans les années 1960, elles ont provoqué le départ de populations rurales vers les villes, à la recherche d'un travail et

¹ Caravelle, 2002.

² Romero, 2005.

d'un meilleur confort de vie. Par exemple, le Venezuela a substitué son économie agricole par l'exploitation pétrolière, entraînant la chute de la population des campagnes : elle est actuellement de 15 % environ, contre plus de 70 % au début du siècle dernier³. L'autre facteur majeur est la violence inhérente à des conflits politiques nationaux (cas du Guatemala, de la Colombie, du Pérou en particulier) où la guérilla, la répression et les représailles ont fait fuir plusieurs millions de personnes de campagnes devenues des théâtres sanglants (meurtres, enlèvements, chantage, etc.).

En ce début de XXI^e siècle, ce désenchantement démographique ne s'est pas atténué et les espaces ruraux restent soumis à des forces centripètes, désormais davantage liées à des problèmes fonciers et à des menaces économiques (activité du crime organisé au Mexique) qu'à la violence politique. Néanmoins, le processus d'urbanisation est moins prononcé étant donnée la fin de la transition démographique dans beaucoup de pays latino-américains (les gains naturels de population s'atténuant ainsi que les soldes migratoires entre campagne et ville). Les villes moyennes et petites attirent en ce moment bien plus que les métropoles.

À l'échelle du sous-continent, le recensement des habitants en fonction du lieu de résidence, donne, statistiquement parlant, des taux d'urbanisation nationaux moyens de 70 à 90 %. En Argentine, la population vivant dans des localités de plus de 2 000 habitants est dite urbaine, ce qui aboutit à considérer que plus de 90 % des Argentins sont des urbains. La population rurale correspond à la frange restante, qu'elle soit regroupée dans des localités de moins de 2 000 habitants ou dispersée dans la campagne⁴. En Colombie, selon le recensement de 2005, environ 25 % de la population est rurale ; elle est qualifiée de « producteurs résidents » ou de « non résidents »⁵. Au Mexique, environ 30 % de la population habite dans des bourgs de moins de 2 500 habitants ou dans des villes de 5 000 habitants. Mais, à une échelle régionale, dans les États tels que ceux de Oaxaca, Chiapas, Hidalgo, Tabasco, Zacatecas ou Guerrero, plus de la moitié de la population est rurale⁶. Les urbains sont moins nombreux au Paraguay, dans les pays andins ou centroaméricains, où plus de la moitié de la population totale est dite « rurale »⁷. Finalement, si ces taux élevés d'urbanisation reflètent la nature du critère de calcul (l'agglomération de population), ils occultent des réalités plus complexes et jouent sur le soi-disant caractère positif de l'urbanisation croissante associée à la modernisation des modes et des conditions de vie. Les critiques existent quant à cette interprétation statistique⁸.

La ville, sous toutes ses formes, concentre donc les populations. Ce maillage et cette polarisation de l'espace engendrent des déplacements et des mobilités fréquentes, le mauvais état des voies de communication étirant les temps de transport. Les habitants pratiquent différents types d'espaces, rural, péri-urbain et urbain, vivant dans l'un, travaillant et/ou consommant dans un autre. Les petites et moyennes villes sont de fait au centre de la vie des espaces ruraux et cette imbrication rural-urbain n'est pas cernée par la statistique. Cette réalité accentue les défis à relever en termes d'amélioration des conditions de vie, d'emploi et de transport dans les campagnes latino-américaines où

³ Quevedo, 1998.

⁴ Sili *et al.*, 2015.

⁵ DANE, 2008.

⁶ Robles, 2007.

⁷ Dabène, 2012.

⁸ Voir da Veiga, 2004 et Graziano, 2001, au sujet du Brésil, ou Ocampo, 2014, pour la Colombie.

développement devrait rimer, aussi, avec la reconnaissance des droits de certaines populations comme les familles paysannes ou les communautés autochtones.

1.2. Pauvreté et revendications socio-culturelles : les défis à relever

Même si, durant ces dernières décennies, des politiques de développement rural ont été mises en place, souvent focalisées sur des aspects économiques et le secteur agricole⁹, les populations rurales sont encore confrontées à des conditions précaires de vie, étant donnée les difficultés d'accès aux ressources basiques (électricité, eau courante, énergie) et aux services (postes de santé, écoles, connexion à l'internet, etc.)¹⁰. En Colombie, le recensement agricole de 2014 montre que la pauvreté en milieu rural touche au moins 44 % de la population (le double du taux moyen national). 80 % des enfants abandonnent l'école, 60 % des habitants n'ont pas l'eau potable et 85 %, pas d'assainissement. Au Mexique¹¹, en 2015, près de 47 millions de personnes ne pouvaient pas acheter les biens de consommation basique avec le salaire perçu (contre plus de 43 millions de Mexicains en 2010). En 2012, 1 enfant de moins de cinq ans sur 7 souffrait de malnutrition chronique. En 2016, 52,3% des enfants mexicains étaient en situation de pauvreté¹².

De plus, les revendications communautaires et indigènes sont aiguisées par le développement des activités d'extraction minière qui ont pour corollaire l'appropriation des ressources locales. Si chaque conflit a des traits spécifiques, l'articulation entre les organisations locales de citoyens et les réseaux nationaux ou régionaux de caractère environnemental crée un langage commun d'opposition à la vision des entreprises transnationales et des gouvernements¹³. Les discours environnementalistes défendent une approche non utilitariste et non marchande du territoire et de ses ressources naturelles, mais aussi leur réappropriation par les populations locales, avec des revendications en termes de souveraineté alimentaire, de biens communs, de justice socio-environnementale¹⁴ et de *buen vivir*¹⁵.

En outre, les communautés indigènes, mais aussi certains groupes sociaux, demandent la reconnaissance de leurs organisations socio-spatiales. C'est le cas au Brésil des populations descendantes d'esclaves (*quilombolas*). En Colombie, l'exode paysan des années 1950 a eu lieu vers les grandes villes mais également vers les forêts des cordillères perçues comme un refuge contre la violence¹⁶. Ces habitants, organisés et regroupés en communautés paysannes, sont aujourd'hui force de proposition au même titre que les communautés indigènes et les communautés afro-colombiennes, reconnues depuis la Constitution de 1991.

Les questions identitaires et politiques sont au cœur d'enjeux souvent vitaux pour des populations rurales qui affrontent la pauvreté, voire la misère. Elles réclament l'atténuation des inégalités socio-économiques et socio-spatiales qui les touchent. Entre autres thèmes cruciaux, celui d'une meilleure distribution du foncier est récurrent

⁹ CEPAL, FAO, IICA, 2017.

¹⁰ Voir IBGE, 2012, dans le cas du Brésil et Sili *et al.*, 2015, pour l'Argentine.

¹¹ Coneval, 2015.

¹² Coneval, 2018.

¹³ Svampa, 2012.

¹⁴ Mondaca *et al.*, 2013 ; Alimonda *et al.* 2017.

¹⁵ Gudynas, Acosta, 2011 ; Löwy, 2013 ; Vanhulst, Beling, 2013.

¹⁶ Fajardo, 2004.

sachant que, facteur aggravant, l'agrandissement des exploitations et la technification des modes de production agricole ont contribué à sa concentration et à la perte d'emplois ou à leur plus grande qualification, ce qui induit un marché du travail plus tendu et plus précaire.

1.3. Demande de « rural »

Tout comme en Europe, le thème des nouvelles ruralités a suscité, en Amérique latine dans les années 1990 et 2000, de nombreux travaux universitaires sur la multifonctionnalité des territoires ruraux, la pluriactivité des exploitations familiales ou la diversification des activités¹⁷. Les années 1990 de libéralisation des économies, les politiques incomplètes de décentralisation et le retrait de l'État, ont souvent poussé les communes rurales et les gouvernements de provinces ou de régions à relever le défi du développement territorial. Dotés de services affectés à la promotion économique et industrielle, ou à l'impulsion d'activités touristiques, ils tentent de prendre en main le développement socio-économique de leurs territoires tout en étant souvent bridés par la faiblesse des ressources financières et le manque de formation de leur personnel.

Le tourisme, fondé sur la mise en valeur de traditions ethniques, d'espaces naturels, de sites sportifs, de modes typiques de production agricole et alimentaire, ou encore sur la reconversion de grandes propriétés en lieux de villégiature, a induit des activités d'accueil et de (re)découverte des campagnes. Ainsi, des producteurs familiaux ou des communautés indigènes se tournent vers l'agro- ou l'ethno-tourisme. Les parcs naturels et des services agro-systémiques créent une autre perception de la conservation de la biodiversité (parfois en contradiction avec celle des habitants). Ces activités stimulent de nouveaux rapports sociaux et marchands dans les campagnes, en particulier entre leurs habitants et les citadins à la recherche d'un cadre de détente (loisirs), de vie (résidence) ou bien d'un rapprochement avec la nature. Il en est de même avec les touristes nationaux et étrangers.

Ces relations urbain-rural renouvelées dessinent une plus grande multifonctionnalité des espaces ruraux et des exploitations agricoles, sur la base des moyens modernes de diffusion de l'information et de connexion (internet) et, parfois, de programmes de soutien à l'équipement des lieux. Toutefois, ces évolutions restent circonscrites dans le temps et dans l'espace.

Beaucoup de milieux ruraux latino-américains sont encore des lieux de départ. L'attrait de la ville menace leur devenir et interroge leur développement. En prise avec des inégalités croissantes, ils sont en même temps des lieux d'expériences participatives et de revendications politiques, culturelles et territoriales, aiguës par les rapports inégaux de pouvoir imposés par les élites politiques et économiques¹⁸. De par leurs capacités d'innovation, ils présentent des initiatives locales qui captent la demande de consommateurs, touristes ou citadins, forgée par un certain ré-enchantement des réalités rurales passées et contemporaines. De plus, sur un plan économique, ils sont le cadre de productions minières et agricoles en plein processus d'intensification et de globalisation. Autant de pratiques, de représentations et d'intérêts contradictoires dont les formes de coexistence sont aujourd'hui au cœur de dilemmes puissants.

¹⁷ Voir, entre autres, Giarracca *et al.*, 2001 ; Echeverri, Ribero, 2002 ; Neiman, Craviotti, 2005 ; Kay, 2007 ; Pérez, Farah, Grammont, 2008.

¹⁸ RIMISP, 2012 ; Hernández, Ramírez, Menéndez, 2015.

2. Activités économiques et inégalités socio-spatiales rurales

Après les crises de la dette et de l'inflation des années 1970 et 1980, le virage de la décennie 1990 déclenche une ouverture généralisée des économies, un affaiblissement de l'État et une stabilisation éphémère du pouvoir d'achat¹⁹. Le développement de l'agriculture intensive et l'augmentation des exportations de matières premières entraînent une re-primarisation des économies, aussi bien dans les pays andins qu'au Brésil ou dans le Cône sud (Argentine, Chili, Uruguay). Le Mexique et les pays d'Amérique centrale se sont spécialisés dans la vente de biens intermédiaires et de produits agricoles (fruits et légumes) vers les États-Unis. Après la crise de la fin des années 1990, l'arrivée au pouvoir de gouvernements s'auto-définissant comme progressistes ou de gauche (sauf au Mexique ou en Colombie) ne remet pas en cause cette orientation extractivo-exportatrice qui doit fournir les devises nécessaires au service de la dette et au financement de programmes palliatifs de soutien social. L'État, reconsolidé, impose un meilleur encadrement de l'économie et des entreprises étrangères sans modifier cette donne exportatrice. Destinés aux marchés asiatiques et aux pays occidentaux, les produits miniers, agricoles et les hydrocarbures participent souvent pour plus de la moitié, en valeur, aux exportations de nombreux pays latino-américains.

2.1. Activités d'extraction et spécialisation agricole

Dans ce contexte mondial de demande accrue de matières premières, l'exploitation pétrolière et gazière, et l'extraction de minerais métallifères se développent en Amérique latine. Les pouvoirs publics et les entreprises transnationales laissent entendre que seules ces activités peuvent susciter du développement dans des régions considérées comme périphériques et/ou faiblement peuplées. Dès lors, les enclaves minières ou les villages pétroliers s'enkystent dans des espaces ruraux isolés, en milieu andin ou en Patagonie argentine notamment. Tandis que les habitants restent peu concernés par ces activités pilotées depuis la ville par des acteurs globalisés, l'utilisation de quantités importantes d'énergie et d'eau, les mouvements de camions, les techniques employées (mine géante à ciel ouvert) bouleversent paysages et vie quotidienne. Reposant sur une forte asymétrie en termes de relations sociales et de rapports de pouvoir, ces implantations extractives minimisent le poids et le rôle des économies locales, et provoquent le déplacement ou la disparition de certaines communautés.

De même, la spécialisation des productions agricoles s'est accélérée depuis les années 2000, stimulée par l'offre d'innovations en agrofourniture (semences, engrais, pesticides, génétique, alimentation animale, etc.), par le soutien des pouvoirs publics (crédits bonifiés notamment²⁰) et par l'arrivée d'acteurs financiers et commerciaux qui poussent à une gestion entrepreneuriale croissante des exploitations et à des retours sur investissement rapides et performants. Beaucoup de moyens et grands producteurs des régions agricoles traditionnelles comme la Pampa argentine basculent vers ces schémas entrepreneuriaux ; c'est le cas aussi des agriculteurs des fronts d'avancée sur la forêt

¹⁹ Salama, 2012.

²⁰ Voir pour le Brésil Pereira Leite, Wesz Jr, 2016.

tropicale ou la savane arbustive (Cerrados au Brésil)²¹ ou des zones de maraîchage et de fructiculture au Mexique. Ces producteurs spécialisent les régions agricoles en y implantant sur de grandes étendues des cultures en continu (soja, canne, coton, maïs) et des plantations (eucalyptus, avocat, etc.) qui composent des paysages uniformes. Ils s'intègrent dans les chaînes globales de valeur dont ils constituent un maillon important de par les volumes produits, leur poids dans les filières et leur connexion avec les acteurs du marché mondial.

Les agricultures familiales ou minifundistes sont exclues de cette modernisation techniciste et financiarisée. Elles en subissent les externalités négatives et se retrouvent au cœur de conflits fonciers majeurs ou de modes de subordination dramatiques²². Certaines politiques publiques vont tenter de les intégrer dans des objectifs de développement rural, les enjoignant à articuler leurs modes de production avec la demande croissante d'aliments différenciés et le rôle multifonctionnel que ces formes d'agriculture jouent dans les territoires ruraux.

2.2. Développement rural vs développement agricole : des politiques de soutien à l'agriculture familiale

En Amérique latine, le développement rural, comme pratique et comme concept, se généralise à partir des années 1990. L'approche se veut territoriale²³. En ciblant les populations les plus vulnérables, il est pensé comme un ensemble de politiques palliatives et sociales. Les programmes sont une manière de contrebalancer les effets délétères des politiques d'ajustement structurel, avec l'appui des collectivités locales (communes notamment), d'organisations agricoles et d'ONG, et ce dans le cadre de processus de décentralisation souvent désorganisés.

Avec l'émergence de politiques publiques dédiées à l'agriculture familiale²⁴, le développement rural reste associé au développement agricole²⁵, ce qui s'explique en partie par les structures d'encadrement encore présentes à la campagne et par les représentations sociales dominantes (qui associent rural et production agricole). Sous forme de subventions, crédits et assistance technique, des mesures spécifiques d'amélioration des capacités et des structures productives des petits agriculteurs, se sont multipliées, en suivant l'exemple du Pronaf au Brésil (lancé dans les années 1990). Le programme Masagro œuvre dans ce sens au Mexique. En Argentine, ces programmes (Programa Social Agropecuario, Minifundio, Cambio Rural, entre autres) ont laissé la place à une politique plus intégrale dirigée vers les agriculteurs familiaux. Ce terme désigne les producteurs, principaux bénéficiaires des anciennes politiques de développement rural, mais aussi les travailleurs agricoles et les populations indigènes. Au Mexique, sur fond des retours monétaires des migrants partis vivre aux États-Unis, les politiques de développement rural, appliquées depuis 1995, accompagnent l'intégration du secteur agricole au marché nord-américain (Alena). Des fonds de lutte contre la pauvreté sont destinés aux femmes des régions marginalisées (Oportunidades). Des programmes soutiennent l'activité agricole (Aserca, Programa de Empleo

²¹ Guibert, Bühler, Requier-Desjardins, 2015.

²² Piñeiro, 2004 ; Oliveira, 2007 ; Fernandes *et al.*, 2008.

²³ RIMISP, 2012 ; Boisier, 2004 ; Favareto, 2007 ; Cavalcanti *et al.*, 2014 ; Grisa *et al.*, 2015 ; Fernández *et al.*, 2019.

²⁴ Sotomayor, Rodríguez, Rodrigues, 2011 ; Sabourin *et al.*, 2015 ; Schneider, 2016.

²⁵ Lattuada, Nogueira, Urcola, 2015 ; Villagómez *et al.*, 2011.

Temporal, Procampo, Alianza) et les communautés vivant des ressources forestières (Prodefor, Procymaf, PSA, Prodeplan). Des moyens financiers décentralisés sont également investis dans l'amélioration des infrastructures et des biens publics tels que les aires naturelles protégées ou les réserves de la biosphère²⁶. En Colombie, l'accord de paix signé début novembre 2016 entre le gouvernement et le groupe des FARC-EP (guérilla issue d'une révolte paysanne) se base sur une « réforme rurale intégrale » et la quête d'une « nouvelle ruralité » avec des objectifs de résolution des situations actuelles d'inégalité (accès au foncier et utilisation, régularisation des petites propriétés, fermeture de la frontière agricole).

Jusqu'au milieu des années 2010, les politiques de développement rural mettent donc les producteurs familiaux au centre de démarches contre la précarité et pour le développement des économies locales. Si ces actions publiques sont dédiées au développement agricole, c'est pour agir en particulier en faveur de la souveraineté alimentaire et des approvisionnements locaux et nationaux²⁷. Dans un autre registre, les négociations entre acteurs publics et acteurs privés débouchent sur des politiques co-construites de Responsabilité Sociale Entrepreneuriale (RSE), notamment dans les espaces ruraux andins peu équipés en service. Le développement rural est alors confié aux entreprises des activités d'extraction minière (création de postes de santé, d'écoles).

L'agro-écologie²⁸, la revitalisation de l'agriculture familiale (et de l'artisanat), les modalités diversifiées de commercialisation des biens alimentaires (circuits courts, vente directe), les démarches de qualification territoriale²⁹, l'ethno-tourisme, etc., sont autant de situations porteuses de développement local et d'innovations diffuses, et de mise en valeur de savoir-faire et de systèmes socio-culturels, au risque d'aléas tels qu'une organisation commerciale parfois défailante ou la faiblesse du suivi de ces expériences. Or, si le rôle des agricultures familiales est davantage reconnu, l'évolution des schémas familiaux interroge leur devenir³⁰. De plus, ces orientations qui promeuvent l'agriculture de proximité et la souveraineté alimentaire, ne semblent pas pouvoir rétablir à court terme l'autosuffisance perdue dans le cas d'économies agricoles absorbées par l'ouverture commerciale (Mexique³¹) ou perturbées par des situations de crise (Colombie, Venezuela).

Conclusion

Les milieux ruraux latino-américains accueillent une grande diversité d'acteurs : agriculteurs paysans ou familiaux, propriétaires fonciers, entreprises agricoles, firmes transnationales, investisseurs étrangers, artisans, industriels, migrants et main d'œuvre saisonnière, trafiquants de drogue, écologistes, promoteurs et habitants de la ville à la recherche d'un style de vie rural, touristes, etc. Tous cohabitent et se confrontent à travers des formes complexes d'organisation et des objectifs différents, eu égard aux ressources locales.

En même temps, dans les imaginaires collectifs, les milieux ruraux sont des espaces de production agricole, ce que le vocable *campo* exprime dans beaucoup de

²⁶ Leonard, Foyer, 2011.

²⁷ Craviotti *et al.*, 2014 ; Buainain *et al.*, 2014.

²⁸ Sabourin *et al.*, 2017

²⁹ Requier-Desjardins, 2015.

³⁰ Requier-Desjardins, 2017.

³¹ Jimenez, 2013.

pays. Ils le sont en effet, et même caricaturalement dans le cas de régions spécialisées dans des spéculations exportatrices. Ils sont également perçus comme des espaces naturels (parfois à protéger), conformant des écosystèmes singuliers du fait de la grande diversité des climats et des ensembles physiques. Dès lors, à moins qu'ils ne soient voisins de villes ou de zones touristiques, ces milieux sont peu attractifs, d'autant qu'une majorité des habitants connaissent des conditions de vie souvent difficiles.

Enfin, les territoires ruraux sont défendus par des populations locales qui montrent une grande capacité (parfois vaine) à s'opposer aux acteurs et investisseurs extérieurs, quitte à affronter violemment les autorités. Selon les gouvernements et leurs orientations idéologiques, les politiques de développement rural diffèrent et peuvent être interrompues (cas au Brésil depuis début 2019, entre autres pays moins enclins actuellement à soutenir les agricultures familiales). Mais, de manière constante, l'action publique ne porte pas le respect des législations en matière d'environnement et sur la mise en place de dispositifs de négociation entre acteurs qui pourraient renforcer cette capacité et l'*empowerment* des habitants ruraux et alors que le développement des technologies pourrait faciliter certaines améliorations. Malgré tout, petit à petit, des dimensions autres que le strict objectif économique du développement et davantage orientées vers le social³² commencent à être reconnues. Des processus d'appropriation politique, sociale et symbolique émergent à travers les services écosystémiques, l'agroécologie, la valorisation de patrimoines socio-culturels, les savoirs alimentaires locaux, etc. Fragiles et peu nombreux, ils devraient néanmoins permettre une prise en compte plus affirmée des facteurs locaux et identitaires des milieux ruraux.

Références bibliographiques

ALIMONDA Héctor, TORO PEREZ Catalina, MARTIN Facundo (coord.), *Ecología política latinoamericana : pensamiento crítico, diferencia latinoamericana y rearticulación epistémica*, CLACSO, Buenos Aires, Universidad Autónoma Metropolitana, México, 2017.

BOISIER Serge, «Desarrollo territorial y descentralización. El desarrollo en el lugar y en las manos de la gente», *Revista Eure*, n° 90, 2004, p. 27-40.

BUAINAIN Antônio M., ALVES Eliseu, SILVEIRA José M., NAVARRO Zander (dir.), *O mundo rural no Brasil do século 21. A formação de um novo padrão agrário e agrícola*, Embrapa, Brasília, 2014.

Caravelle, Dossier d'articles « Paysanneries latino-américaines : mythes et réalités. Hommage à Romain Gaignard », n° 79, 2002.

CAVALCANTI BARBOSA Josefa S., WANDERLEY B. Maria de N., NIEDERLE Paulo. A. (orgs), *Participação, territorio e cidadania: um olhar sobre a política de desenvolvimento territorial no Brasil*, UFPE, Recife, 2014.

³² Sañudo *et al.*, 2016.

CEPAL, FAO, IICA, *Perspectivas de la agricultura y del desarrollo rural en las Américas: una mirada hacia América Latina y el Caribe 2017-2018*, IICA, San José, 2017.

CONEVAL (Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social), *Diagnóstico sobre alimentación y nutrición, informe ejecutivo*, México, 2015.

CONEVAL (Consejo Nacional de Evaluación de la Política de Desarrollo Social), *Índice de la tendencia laboral de la pobreza. Resultados nacionales y por entidad federativa*, México, 2018.

CRAVIOTTI Clara (comp.), *Agricultura familiar en Latinoamérica – Continuidades, transformaciones y controversias*, Ed. Ciccus, Buenos Aires, 2014.

DANE (Departamento Administrativo Nacional de Estadística), *Censo General 2005 - nivel nacional*, Bogotá, 2008.

DABENE Olivier (dir.), *Atlas de l'Amérique latine – Le continent de toutes les révolutions*, Ed. Autrement, Paris, 2012.

ECHEVERRI Rafael P., RIBERO María P., *Nueva ruralidad: visión del territorio en América latina y el Caribe*, CIDER/IICA, Panamá, 2002.

FAJARDO Dario M., «*El conflicto armado y su proyección en el campo*» dans CÁRDENAS Martha, RODRÍGUEZ BECERRA Manuel (éds), *Guerra, sociedad y medio ambiente*, Foro Nacional Ambiental, Bogotá, 2004.

FAVARETO Arilson da Silva, *Paradigmas do desenvolvimento rural em questão*, Ed. Iglu / Fapesp, São Paulo, 2007.

FERNANDES MANÇANO Bernardo (org.), *Campesinato e agronegócio na América latina: a questão agrária atual*, Clacso, Buenos Aires, 2008.

FERNÁNDEZ Juan, FERNÁNDEZ María Ignacia y SOLOAGA Isidro, *Enfoque territorial y análisis dinámico de la ruralidad: alcances y límites para el diseño de políticas de desarrollo rural innovadoras en América Latina y el Caribe*, Documentos de Proyectos (LC/TS.2019/65, LC/MEX/TS.2019/16, CEPAL, Ciudad de México, 2019, 60 p.

GIARRACCA Norma (comp.), *¿Una nueva ruralidad en América latina?* Clacso/Asdi, Buenos Aires, 2001.

GRAZIANO José da Silva, «*Velhos e novos mitos do rural brasileiro*», *Estudos avançados*, n° 43, 2001, p. 37-50.

GRISA Catia, SCHNEIDER Sergio (éds.), *Políticas públicas e desenvolvimento rural no Brasil*. Ed. UFRGS, Porto Alegre, 2015.

GUDYNAS Eduardo, ACOSTA Alberto, «La renovación de la crítica al desarrollo y el Buen Vivir como alternativa. Utopía y praxis latinoamericana». *Revista Internacional de Filosofía Iberoamericana y Teoría Social*, n° 53, 2011, p. 71-83.

GUIBERT Martine, BÜHLER Éve Anne, REQUIER-DESJARDINS Denis, «Agricultures d'entreprise et globalisation des espaces ruraux. Éclairages à partir de l'Argentine, du Brésil et de l'Uruguay», *G.E.S. Géographie, Économie, Société*, n°4, 2015, p. 387-408.

HERNÁNDEZ María del C., RAMÍREZ MIRANDA Cesar A., MENÉNDEZ GÁMIZ Ricardo C. (dir.), *Territorio y gestión del desarrollo. Epistemologías y experiencias*, Ed. Plaza y Valdés, México, 2015.

IBGE (Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística), *Atlas do espaço rural brasileiro*, Rio de Janeiro, 2012.

JIMENEZ Merino A., *La autoproducción familiar para la seguridad alimentaria*, Foro «La nueva ruralidad hoy», CEDRSSA, 2013.

KAY Cristobal, «Algunas reflexiones sobre los estudios rurales en América latina», *Revista Iconos*, n° 29, 2007, p. 31-50.

LATTUADA Mario, NOGUEIRA María E., URCOLA Marcos, *Tres décadas de desarrollo en la Argentina rural – Continuidades y rupturas de intervenciones públicas en contextos cambiantes (1984-2014)*, Ed. UAI, Teseo, Buenos Aires, 2015.

LÉONARD Éric, FOYER Jean, *De la integración nacional al desarrollo sustentable. Trayectoria nacional y producción local de la política rural en México*, IRD, Cámara de Diputados LXI Legislatura, CEDRSSA, México, 2011.

LÖWY Michaël, «L'Amérique latine, terre de luttes socio-écologiques», *Ecologie et politique*, n° 46, 2013, p. 13-20.

MONDACA Eduardo (coord.), DELGADO RAMOS Gian Carlos (ed.), *Ecología política del extractivismo en América latina: casos de resistencia y justicia socio-ambiental*, Buenos Aires, CLACSO, 2013.

NEIMAN Guillermo, CRAVIOTTI Clara, *Entre el campo y la ciudad. Desafíos y estrategias de la pluriactividad en el agro*, Ed. Ciccus, Buenos Aires, 2005.

OCAMPO José A., *Misión para la transformación del campo. Definición de categorías de ruralidad*, DNP - Departamento Nacional de Planeación, Bogotá, 2014.

OLIVEIRA Ariovaldo U., *Modo capitalista de produção, agricultura y reforma agraria*, Labor Edições, São Paulo, 2007.

PEREIRA LEITE Sérgio, WESZ Jr Valdemar, «Políticas públicas para o financiamento do agronegócio no Brasil: programas, instrumentos e resultados com ênfase no caso do Mato Grosso», dans BÜHLER Éve Anne, GUIBERT Martine, OLIVEIRA Valter L. (éds sc.),

Agriculturas empresariales e espaços rurais na globalização. Abordagens a partir da América do Sul, Ed. da UFRGS, Porto Alegre, 2016.

PÉREZ Edelmira, FARAH María Adelaída, GRAMMONT Hubert C. (comp.), *La nueva ruralidad en América latina – avances teóricos y evidencias empíricas*, CLACSO, Univ. Pont. Javeriana, Bogotá, 2008.

PIÑEIRO Diego E., *En busca de la identidad. La acción colectiva en los conflictos agrarios de América latina*, Ed. Clacso, Buenos Aires, 2004.

QUEVEDO Rafael Y., «Venezuela: un perfil general. La tenencia de la tierra y puntos álgidos de su mercado», *Revista Agroalimentaria*, n° 6, 1998, p. 59-66.

REQUIER-DESJARDINS Denis, « La construction de la qualification territoriale : une problématique émergente en Amérique latine ? » *L'espace géographique*, n°3, 2015, p. 214-228.

REQUIER-DESJARDINS Denis, « Démographie, agriculture familiale et développement rural en Amérique latine. Éléments pour un débat », *Mondes en développement*, n° 182, 2018, p. 87-114

RIMISP - Centro Latinoamericano para el Desarrollo Rural, *Programa Dinámicas Territoriales Rurales, Documentos de Trabajo*. Disponible à : <https://rimisp.org/proyecto/programa-dinamicas-territoriales/>

ROBLES BERLANGA Héctor M., *El sector rural en el siglo XXI. Un mundo de realidades y posibilidades*, CEDRSSA, Cámara de Diputados LXI Legislatura, México, 2007.

ROMERO José Luis, *Latinoamérica – Las ciudades y las ideas*, Siglo XXI Argentina, Buenos Aires, 2005 (2^e éd.).

SABOURIN Éric, SAMPER Mario, SOTOMAYOR Octavio E. (éds.), *Políticas públicas y agriculturas familiares en América latina y el Caribe: nuevas perspectivas*, IICA, San José C. R., 2015.

SABOURIN Éric, PATROUILLEAU Maria Mercedes, LE COQ Jean-François, VÁZQUEZ Luis y NIEDERLE Paulo (Org.), *Políticas públicas a favor de la agroecología en América latina y el Caribe*, Evangraf/Criação Humana, Red PP-AL, FAO, Porto Alegre, 2017.

SALAMA Pierre, *Les économies émergentes latino-américaines. Entre cigales et fourmis*, Ed. A. Colin, Paris, 2012.

SAÑUDO María Fernanda (ed.), *Desarrollo: prácticas y discursos emergentes en América Latina*, Instituto Pensar-CLACSO, Pontificia Universidad Javeriana, Bogotá, 2016.

SCHNEIDER Sergio, *Family farming in latin America and the Caribbean: looking for new paths of rural development and food security*, Working paper n° 137, FAO, UNDP, IPC-IG (International Policy Center for Inclusive Growth), Brasilia, 2016.

SILI Marcelo (dir. cient.), GUIBERT Martine, BUSTOS CARA Roberto (coord.), *Atlas de la Argentina rural*, Ed. Capital intelectual, Buenos Aires, 2015.

SOTOMAYOR Octavio E., RODRÍGUEZ Adrián G., RODRIGUES Mônica dos S., *Competitividad, sostenibilidad e inclusión social en la agricultura: nuevas direcciones en el diseño de políticas en América Latina y el Caribe*, CEPAL, Santiago de Chile, 2011.

SVAMPA Maristella, «Consenso de los commodities, giro ecoterritorial y pensamiento crítico en América latina». *Revista del OSAL*, n° 32, 2012, p. 15-39.

VANHULST Julien, BELING Adrian A., « *Buen vivir et développement durable : rupture ou continuité ?* », *Écologie et politique*, n° 46, 2013, p. 41-54

VEIGA José Eli da, «A dimensão rural do Brasil», *Estudos Sociedade e Agricultura*, n°22, 2004, p. 21-33.

VILLAGÓMEZ VELÁZQUEZ Yanga, GUIBERT Martine, NEUBURGER Martina (éds), *Territorios y actores rurales latino-americanos: nuevas prácticas y nuevos modelos de gestión*, Ed. Colmich/PUJ/UTM-IPEALT, México, 2011.